

Seine-Saint-Denis *Matin*

Stéphane Troussel candidat à La Courneuve

EXCLUSIF Le président (PS) du conseil général repart à l'assaut de la mairie PC aux municipales de 2014, après son échec de 2008.

L'annonce ne va pas tout à fait dans le sens de l'union au premier tour, officiellement prônée par le PS et le PC, à l'approche des élections municipales de mars 2014. A 43 ans, le socialiste Stéphane Troussel, président du conseil général, nous annonce sa candidature à La Courneuve. Tout comme le député (PS) Mathieu Hanotin à Saint-Denis, il se prépare à affronter un maire sortant communiste. En 2008, Gilles Poux l'avait largement emporté, mais Stéphane Troussel est confiant.

Vous avez pris votre décision pour les municipales ?

STÉPHANE TROUSSEL. Je serai candidat. Après réflexion, j'ai décidé de conduire les socialistes dans ce débat. Il était inimaginable que je me désintéresse de l'avenir de La Courneuve.

Vous présentez une liste concurrente à celle de Gilles Poux, le maire sortant PC.

Le rassemblement à gauche est donc impossible ?

Cet esprit de rassemblement a manqué à La Courneuve depuis des années. Jusqu'en 2008 (NDLR : le PS appartenait à la majorité municipale), c'était une union de façade. Depuis 2008, le PS n'a jamais été associé aux décisions prises par le maire. Il n'y a jamais eu un geste de rassemblement.

Les instances nationales du PS approuvent-elles votre choix ?

Je ne me détermine pas en fonction des logiques d'appareil. Je ne renoncerais pas aux idées auxquelles je crois. Je veux porter un projet et des idées nouvelles, avec une équipe renouvelée et soudée. Compte tenu de mon enracinement à La Courneuve, c'était à moi seul de décider. Je demande aux socialistes de me faire confiance.

Avec qui ce rassemblement est-il possible à gauche ?

Je le chercherai avec les écologistes et auprès de toutes les formations de gauche. S'il est transparent et sincère, alors tout est possible ! D'autre part, il faudra bien que le maire sortant entende l'expression des Courneuvien(ne)s, répétée depuis des années. Si vous êtes élu maire, se posera un problème de cumul. Quel mandat choisirez-vous ?

On n'en est pas là. Le scénario du 23 mars n'est pas encore écrit. Sinon, j'ouvre la boîte de Pandore au conseil général. J'ai des responsabilités à assumer pour faire vivre la majorité départementale, comme je l'ai fait depuis un an.

Vous aviez échoué aux municipales de 2008 contre Gilles Poux. La donne a-t-elle changé ?

Nous sommes devenus la première force politique de La Courneuve. A tous les scrutins depuis 2008, le Parti socialiste est arrivé nettement en tête.

“Le développement économique doit enfin profiter aux habitants”

Quels sont vos atouts ?

J'ai une expérience plus grande, un projet mieux identifié.

Quelles seront vos priorités ?

En matière de sécurité, il est temps de se doter d'une police municipale pour lutter contre le sentiment croissant de laisser-faire qui se développe. Il y a un vrai problème de respect de l'espace public. Le Parti communiste n'a pas pris conscience de ces difficultés-là. Je veux aussi donner la priorité à l'éducation et mettre l'accent sur la réussite scolaire. Le développement économique doit enfin profiter aux habitants. C'est bien de se féliciter de l'implantation de nouvelles entreprises sur notre territoire, mais il est temps que les emplois créés bénéficient aux habitants.

Et votre handicap ?

Les municipales, c'est l'un des scrutins les plus difficiles à gagner. Il existe toujours une forme de prime au sortant.

Propos recueillis par
NATHALIE REVENU



La Courneuve, place du 8-Mai-1945, samedi. Stéphane Troussel discute en voisin avec un habitant, avant de se lancer dans la bataille des municipales. (LP/N.R.)

Chez lui, dans le quartier des Quatre-Routes

C'est dans une brasserie au charme suranné, le Royal, que Stéphane Troussel nous a annoncé, samedi, qu'il se lançait dans la bataille des municipales, à La Courneuve. Au cœur du quartier historique des Quatre-Routes, en pleins travaux, son quartier, puisqu'il habite quelques rues plus loin.

Dans l'arrière-salle du café, baignée dans un clair-obscur propice aux confidences, Stéphane Troussel lance sur un ton solennel : « Je serai candidat. » Vendredi, il a déposé sa candidature devant les instances fédérales du Parti socialiste. Le vote des militants interviendra le 10 octobre. S'il est élu, cédera-t-il le fauteuil

de maire au secrétaire de la section PS, André Joachim ? Ce dernier s'affiche à ses côtés dans son document de campagne. Ils cosignent l'édito de ce quatre-pages. Stéphane Troussel botte en touche. « Je procède étape après étape », martèle-t-il. En revanche, il semble gêné lorsqu'on le questionne sur Claude Bartolone. Le président de l'Assemblée nationale, auquel il a succédé à la tête du conseil général, a-t-il encouragé sa décision ? « Posez-lui la question », réplique-t-il, après un temps d'arrêt.

Un peu contenu dans ses habits de candidat, Stéphane Troussel retrouve son aisance dès qu'il met un pied sur le boulevard. Ici, il est « Stéphane ».

« Vous allez voir, il ne va pas se passer une minute avant que l'on me demande une place en crèche ou un logement », glisse-t-il. Dans le flot de voitures, des automobilistes le klaxonnent. Au milieu des vendeurs d'épis de maïs, un homme aux cheveux blancs, impeccable dans son costume-cravate bleu pétrole, l'aborde. Stéphane Troussel a déjà anticipé : « Il va me réclamer une photo. » Après une chaleureuse poignée de main, l'homme s'enquiert : « Et cette photo ? » La vraie campagne, elle, ne commencera que lundi, dans ce bastion du PC où, pour l'heure, un seul autre candidat s'est déclaré : le maire sortant, Gilles Poux.

93 EXPRESS

PSA : la justice se prononce aujourd'hui

Quelques salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois se rendront sans doute au palais de Justice de Paris, cet après-midi. La cour d'appel doit s'y prononcer sur le recours formé par le syndicat SUD contre le plan de restructuration du constructeur automobile (qui doit aboutir à la suppression de 11 000 postes en France et à la fermeture de l'usine d'Aulnay). Représenté par l'avocat Fiodor Rilov, SUD demande l'annulation du plan social, estimant que les mesures de reclassement sont « insuffisantes ». Le syndicat a débouté en première instance.

LE CHIFFRE

30 000 € de subvention, c'est le montant que devrait voter le prochain conseil municipal de Montreuil pour aider au démarrage de la pêche. Le lancement de cette monnaie locale, la première en Ile-de-France, avait été initialement annoncé pour septembre ou octobre. Les premiers billets devraient en fait être mis en circulation en novembre. On pourra sortir ses coupures de 5, 10, 20 ou 50 pêches pour faire ses achats dans les commerces locaux. Mais les habitants devraient aussi pouvoir les utiliser dans les centres municipaux de santé et les centres de quartier.

Le ministre de la Ville à Aulnay et Romainville



La rénovation urbaine sera au cœur de la visite du ministre de la Ville, François de La Roche, ce matin en Seine-Saint-Denis. En compagnie du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, il se rendra d'abord à 8 h 15 à Romainville, où visiter les quartiers Marceau et Youri-Gagarine. Puis, à 10 heures, direction Aulnay-sous-Bois pour un tour dans des cités de l'Europe, de des-Vents et du Gros-Saule.

N.R.

BIO EXPRESS

7 avril 1970. Naît à Saint-Denis.
1988. Bac B après une terminale au lycée Jacques-Brel de La Courneuve.
1993. DESS administration et gestion de l'emploi à Paris-I. Adhère au PS.
1995. Elu au conseil municipal de La Courneuve.
1995 à 2001. Collaborateur des élus PS à la mairie d'Aubervilliers.
1997. Secrétaire de la section PS à La Courneuve.
1998. Obtient le concours d'attaché territorial.
2001. Adjoint au maire chargé de l'enfance.
2002 à 2005. Directeur de cabinet du maire des Lilas.
2004. Entre au conseil général.
Mars 2008. Battu aux municipales par Gilles Poux (sortant PC), avec 38,71 %, contre 49,23 %.
2009. Devient président de l'office public d'habitat (OPH) de Seine-Saint-Denis.
2011. Réélu conseiller général avec 47 % des voix au premier tour. Il devient premier vice-président chargé de la politique de la ville.
Septembre 2012. Elu à la tête du conseil général. Il succède à Claude Bartolone, élu à la présidence de l'Assemblée nationale.